

Canada a de même des compétences techniques -- tant des secteurs privé que publics -- qui peuvent être appliquées à un certain nombre de domaines comme la sismologie, la télédétection, la toxicologie, les satellites de communication ainsi que la détection et la destruction des armes chimiques et la protection contre de telles armes. Nous avons l'intention de mettre davantage à contribution ces compétences à titre d'apport spécial du Canada à la négociation d'accords sur les armes nucléaires, chimiques et conventionnelles.

Partageant les résultats de notre travail avec la communauté internationale, nous espérons contribuer à répondre aux exigences techniques du processus de contrôle des armements et de désarmement. Mais, dans la conjoncture actuelle, nous nous devons de dépasser les aspects techniques pour nous concentrer sur la nécessité d'instaurer la confiance et le dialogue; il faut que ceux qui pourraient apporter une véritable contribution au contrôle des armements et au désarmement entament un dialogue véritable, et non un dialogue de sourds.

Pour revenir à un point que j'ai mentionné au début de mes observations, il existe peu de questions qui ont autant engagé les intérêts de l'Ouest - et en fait d'autres régions - que la question dont nous sommes aujourd'hui saisis. Étant donné les conséquences d'une guerre nucléaire, cette préoccupation est tout à fait compréhensible et justifiée. Nous voulons tous des progrès en matière de contrôle des armements et de désarmement. La clé à cet égard est un renforcement de la sécurité mutuelle, renforcement qui ne sera pas possible tant que chacun doutera des intentions de l'autre. Dans nos efforts pour surmonter cet obstacle - et c'est là un point qu'a souligné le Premier ministre Trudeau à Guelph - il nous faudra poser des gestes politiques constructifs pour contrer l'évolution dangereusement négative des relations entre l'Est et l'Ouest.